

Qui a organisé les attentats de janvier et novembre 2015 à Paris ?

par Thierry Meyssan

De nouvelles informations, publiées par le quotidien croate *Slobodna Dalmacija* attestent d'une responsabilité de l'État français dans les attentats survenus à Paris en janvier et en novembre 2015. Soit les autorités françaises avaient infiltré au préalable les groupes qui ont perpétré les attentats de janvier et novembre à Paris et ne sont pas intervenues pour les empêcher de passer à l'acte, soit elles sont directement impliquées dans l'organisation de ces attentats. Quoi qu'il en soit, il reste à déterminer qui a pris ces décisions et s'il agissait ou non au nom de la République.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 14 JANVIER 2016

ESPAÑOL



Le 11 janvier 2015, 56 chefs d'État et de gouvernement se réunissaient à Paris, dans une rue à hauteur du métro Voltaire, pour manifester leur opposition au terrorisme. Parmi eux, les parrains d'Al-Qaïda et de Daesh, comme Ahmet Davutoğlu.



elon la version officielle, les attentats commis en janvier et

Middle Rush Advertisement

novembre 2015 à Paris ont été commandités par Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) pour l'exécution des rédacteurs de *Charlie-Hebdo*, par Daesh pour tous les autres. Les autorités ont admis que le premier attentat était coordonné avec celui contre le supermarché de la Porte de Vincennes bien que, selon elles, les deux organisations soient ennemies et qu'il existe un doute sur la revendication d'appartenance d'Amedy Coulibaly à Daesh.

Reuters avait révélé que des armes utilisées en novembre provenaient de l'usine Crvena Zastava, située à Kragujevac (Serbie) [1]. Associated Press et le *Palm Beach Post* ont cru qu'un des pistolets serbes avait transité par Century International Arms, une firme de Floride liée à la CIA [2], mais l'agence de presse —pas le quotidien— s'est depuis rétractée [3].

Selon le quotidien croate *Slobodna Dalmacija*, des armes utilisées lors de l'attentat de janvier contre le supermarché et d'autres utilisées lors des attentats de novembre proviendraient de l'usine serbe de Crvena Zastava et auraient transité en France via le même revendeur, Claude Hermant [4].

Nos lecteurs se souviennent qu'en 1998, le Réseau Voltaire avait découvert les surprenantes activités du service d'ordre du Front national, le Département Protection Sécurité (DPS). Celui-ci se livrait à un fichage et à un repérage des domiciles de personnalités. Il apparaissait bientôt qu'au sein même du DPS, un petit groupe d'individus semblait se préparer à des activités illicites. Après moult péripéties, nous avons obtenu la création d'une commission d'enquête parlementaire pour faire la lumière sur ces faits [5]. Les éléments que nous apportâmes à l'Assemblée nationale, notamment sur la double mission des membres du DPS auprès du FN en France et dans l'organisation de coups d'État en Afrique, se heurtèrent rapidement au Secret-Défense [6]. Au demeurant, ils provoquèrent une crise au sein du Front national et sa division, de sorte que plus personne n'eût à répondre des faits. Deux ans plus tard, en 2001, un des anciens membres du DPS, Claude Hermant, déjà cité, confirmait à *Libération* l'existence de cette structure « Action » au sein du DPS [7].

Rappelons maintenant nos travaux de 1998-99. Nous avons établi qu'en 1972, le « Front national pour l'unité française » avait été créé en secret par Jacques Foccart, alors responsable des Affaires africaines et malgaches à l'Élysée, à la demande du président Georges Pompidou. Le FN fut animé dès le début par Jean-Marie Le Pen, qui avait joué un rôle important dans

l'accession de Charles De Gaulle au pouvoir en 1958 avant de se retourner contre lui [8], et par François Duprat, qui s'était engagé aux côtés de Bob Denard dans le soutien à Moïse Tchombé au Katanga. De même, nous avons montré qu'en 1984, François Mitterrand et Guy Penne, successeur de Jacques Foccart à l'Élysée, avaient financé avec les fonds secrets de la République la campagne électorale du Front national aux élections européennes. Nous étions donc arrivés à la conclusion que le FN avait été et était toujours, non pas un parti politique ambitionnant d'exercer le pouvoir, mais une structure nécessaire à l'Élysée, d'abord utilisée pour contrôler des personnalités d'extrême-droite, puis pour les réintroduire dans la vie politique nationale.

Concernant le DPS, nous avons montré qu'il était alors dirigé par Bernard Courcelles, par ailleurs simultanément garde du corps d'Anne Pinget, la compagne de François Mitterrand, et par Gérard Le Vert. Il comprenait en son sein une structure secrète d'environ 60 hommes, tous liés aux services secrets et prélevés selon les besoins pour remplir des missions secrètes principalement en Afrique. C'est à cette structure qu'appartenait Claude Hermant. La véritable direction du DPS n'était pas au Front national, mais au ministère de la Défense, à la DPSD, un service secret à la dénomination presque homonyme, chargé de la protection des armées.

Dès lors, les révélations de *Slobodna Dalmacija* font sens. En janvier 2015, Claude Hermant s'est présenté au juge d'instruction comme « informateur » des douanes et de la gendarmerie lorsqu'il a été incarcéré pour « trafic d'armes ». Au magistrat qui lui demandait des détails sur les armes qu'il avait vendues, il a opposé le Secret-Défense. La Commission consultative du Secret-Défense, puis le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve, lui ont donné raison [9].

En résumé, M. Hermant a appartenu à une structure qui, sous couvert du service d'ordre du Front national, était chargée officieusement par l'Élysée de missions secrètes à l'étranger. Il est aujourd'hui rémunéré à la pige par les Douanes et la Gendarmerie, toujours sans statut officiel. Selon *Slobodna Dalmacija*, il aurait acheté en Serbie des armes neutralisées, ayant servi aux attentats de janvier et de novembre, qu'il aurait lui-même remilitarisées —le quotidien parle des résultats d'une analyse au microscope d'une arme à feu que personne n'avait évoquée jusqu'à présent —. Il aurait également vendu des armes à des islamistes à Bruxelles. Son trafic, quoi qu'illégal, est

couvert par le Secret-Défense.

Rappelons par ailleurs que, selon le groupe de presse états-unien *McClatchy*, les tueurs de *Charlie-Hebdo*, les frères Kouachi, étaient liés aux services secrets français [10]. Rappelons enfin que Claude Hermant a été incarcéré sur décision des juges lillois Stanislas Sandraps et Richard Foltzer qui enquêtent sur son trafic d'armes, et non par les juges parisiens chargés des attentats, Christophe Tessier, Nathalie Poux et Laurence Le Vert ; elle-même cousine de Gérard Le Vert, déjà cité, ancien patron de Claude Hermant au DPS.

En conclusion, soit M. Hermant participait à une opération d'infiltration des cellules qui ont procédé aux attentats sans que leur action ait été stoppée, soit, et c'est moins probable, ses supérieurs actuels —probablement à l'Élysée— ont eux-mêmes participé à l'organisation de ces attentats. Reste également à déterminer pourquoi et au nom de qui les supérieurs de Claude Hermant ont agis ainsi.

Thierry Meyssan

[1] "Some guns used in Paris attacks produced in ex-Yugoslavia's arsenal", Aleksandar Vasovic, *Reuters*, November 28, 2015.

[2] "Dealer : Gun linked to Paris attack came through Delray firm", *Associated Press*, December 10, 2015. « Dealer : Gun linked to Paris attack came through Delray firm », Pat Beall, John Pacenti & Mike Stucka, *Palm Beach Post*, December 10, 2015.

[3] "Correction : Serbia-Paris-Guns story", Jovana Gec & Dusan Stojanovic, *Associated Press*, December 18, 2015.

[4] « Oružje za Charlie Hebdo prodao hrvatski branitelj », Marijo Kavain, *Slobodna Dalmacija*, 11 janvier 2016. Version française : « Les armes pour Charlie-Hebdo ont été vendues par un ex-combattant volontaire croate », Traduction Svetlana Maksovic, *Réseau Voltaire*, 14 janvier 2016.

[5] Vous trouverez [ici](#) des extraits du rapport présenté par le Réseau Voltaire aux parlementaires, [ici](#) le texte des auditions parlementaires, et [ici](#) le texte du rapport parlementaire.

[6] *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, de François-Xavier Verschave (Stock, 1998).

[7] « Un ancien du DPS révèle à "Libération" les activités de déstabilisation et d'infiltration menées en France et en Afrique », par Renaud Dely et Karl Laske, *Libération*, 6 juin 2001.

[8] « Quand le stay-behind portait De Gaulle au pouvoir », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 27 août 2001.

[9] « Les armes de Charlie-Hebdo couvertes par le Secret-Défense », *Réseau Voltaire*, 17 septembre 2015.

[10] « Selon McClatchy, Mohammed Mehra et les frères Kouachi seraient liés aux services secrets français », *Réseau Voltaire*, 9 janvier 2015.